

ÉLABORATION DU PLAN DE SUIVI DES RECOMMANDATIONS

* PLAN INITIAL *

Précisions pour remplir le plan de suivi

Pour toute évaluation réalisée au nom du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), que ce soit par la Direction de l'évaluation de programme ou par une entité externe, un plan de suivi des recommandations doit être élaboré par la direction clinique responsable du programme ou de l'intervention évaluée.

Le plan de suivi porte sur l'ensemble des recommandations formulées par l'entité ayant réalisée l'évaluation. Ce plan doit, dans tous les cas, être transmis à la Direction de l'évaluation de programme du MSSS.










Une fois complété, le plan de suivi des recommandations doit être **approuvé par vos autorités** (directeur, directeur général adjoint et sous-ministre adjoint), **suite à quoi il sera approuvé par le SM** en même temps que le rapport d'évaluation.

Une mise à jour du plan de suivi des recommandations sera réalisée annuellement, pendant un maximum de trois ans, à moins que toutes les actions à mettre en œuvre soient terminées avant cette échéance.

Plus précisément, il vous est demandé de :

Proposer un plan d'action en réponse aux recommandations formulées.

Remplir les cases vertes seulement.

 <u>Acceptation de la recommandation :</u>	Indiquer votre position par rapport à la recommandation formulée en fonction des choix proposés dans le menu déroulant .
 <u>Échéancier global de la recommandation :</u>	Indiquer un mois et une année à laquelle vous estimez que l'ensemble des actions rattachées à la recommandation seront terminées. <i>*L'échéancier fixé doit être d'un maximum de trois ans après le dépôt du rapport d'évaluation.</i>
 <u>Cible ou résultat souhaité de la recommandation :</u>	Définir une cible ou un résultat souhaité au terme de la mise en œuvre des actions envisagées en réponse à la recommandation.
 <u>Complément d'information de la recommandation :</u>	Fournir, au besoin, des précisions sur la recommandation, comme par exemple, si celle-ci a été acceptée avec modification.
 <u>Action à mettre en œuvre :</u>	Préciser quelle(s) action(s) vous envisagez mettre en œuvre afin de répondre à la recommandation formulée. Au besoin, ajoutez des lignes (1 ligne par action).
 <u>Responsable de l'action :</u>	Indiquer la direction responsable de l'action.
 <u>Échéancier de l'action :</u>	Indiquer un mois et une année à laquelle vous estimez que l'action sera terminée. <i>*L'échéancier fixé doit être d'un maximum de trois ans après le dépôt du rapport d'évaluation.</i>
 <u>État de réalisation de l'action :</u>	Sélectionner la réponse appropriée en fonction des choix proposés dans le menu déroulant .
 <u>Complément d'information de l'action :</u>	Fournir, au besoin, des précisions sur l'action à réaliser ou sur son état d'avancement, le cas échéant (ex.: raison de modification de la recommandation formulée, raison de refus de la recommandation, explication relative à l'échéancier fixé, principaux jalons réalisés, etc.)

Pour toutes questions liées à l'élaboration du plan de suivi des recommandations, veuillez vous adresser à Amélie Lampron, conseillère en évaluation de programme (amelie.lampron@msss.gouv.qc.ca)

MERCI DE VOTRE PRÉCIEUSE COLLABORATION!

Titre du rapport :	Rapport d'évaluation du projet pilote de médiation en protection de la jeunesse
Direction responsable de l'intervention évaluée, sous-ministériat :	Direction du soutien aux partenariats et aux programmes (DSPP) du Sous-ministériat des orientations et de l'accès à la justice (SMOAJ) du MIQ et Direction des services de protection de la jeunesse et de justice pénale pour les adolescents (DSSPJPA) du Sous-ministériat de la protection de la jeunesse (SMPJ) du MSSS
Date d'approbation par le Sous-ministre :	

Plan initial				Mise à jour 2026			Mise à jour 2027			Mise à jour 2028					
Recommandations	Acceptation de la recommandation	Échéancier global de la recommandation (mois, année)	Cible ou résultat souhaité de la recommandation	Complément d'information de la recommandation	Actions à mettre en œuvre	Responsable de l'action	Échéancier de l'action	État de réalisation de l'action	Complément d'information de l'action	Échéancier de l'action (mois, année)	État de réalisation de l'action	Complément d'information	Échéancier de l'action (mois, année)	État de réalisation de l'action	Complément d'information
1a S'assurer que les médiateur.trice.s recruté.e.s ont une expérience suffisante en protection de la jeunesse et une connaissance adéquate de la LPJ.	Acceptée	Hiver 2026 et en continu par la suite	L'embauche de médiateurs spécialisés dans les Centres de justice de toutes les régions où le Projet pilote est déployé.	[...]	Embauche de médiateurs spécialisés au sein des Centres de justice de proximité dans les régions où le Projet pilote est déployé	MIQ	Automne 2025	En cours	Des médiateur.trice.s spécialisé.e.s ont été embauché.e.s afin d'offrir la médiation en protection de la jeunesse et développer le Projet pilote localement dans les Centres de justice de proximité de Québec et Chaudière-Appalaches (septembre 2024), de Laval-Laurentides-Lanaudière (août 2024), de la Montérégie (mai 2025) et il est envisagé de faire une embauche à l'automne 2025 au sein du Centre de justice de proximité de l'Estrie. 85 % complété. Une seule embauche restante pour que toutes les régions offrant le PMPJ soient pourvues d'un médiateur.trice spécialisé.e. En attente d'une approbation du MSSS pour aller de l'avant.						
					[...]	[...]	[...]	[...]	[...]						
1b Réviser les formations offertes afin qu'elles soient mieux adaptées à l'acquisition des connaissances et au développement des compétences essentielles pour agir à titre de médiateur.trice en protection de la jeunesse.	Acceptée	Avril 2027	Développement d'une formation spécialisée qui permet l'acquisition et le développement des compétences essentielles pour agir à titre de médiateur.trice en protection de la jeunesse.	[...]	Bonifier la formation offerte aux médiateurs dans le Projet pilote.	MIQ	Avril 2027	En cours	En ajout à la formation de base, le MIQ a développé des ateliers de formation visant le perfectionnement des médiateurs (mars 2022, juin 2022 et juillet 2023). Des capsules de formation additionnelles ont été développées (février 2024). Plusieurs outils de travail ont également été créés et d'autres sont en développement en ce moment. Un comité réviseur des formations offertes aux médiateurs a été mis sur pied (novembre 2023) afin d'analyser les formations et outils offerts aux médiateurs dans une optique d'amélioration et a fait plusieurs recommandations de bonification. La formation médiation en contexte de protection de la jeunesse a été retravaillée en septembre 2024 en cohérence avec les observations du comité réviseur des formations. Les observations du comité réviseur sont à l'effet de retravailler l'offre complète de formation déjà développée et de la bonifier en ajoutant différents volets. Prochaines étapes à débiter à l'automne 2025 : Relancer les consultations avec le comité réviseur afin de développer une offre de formation plus complète. Retravailler les trois formations qui n'ont pas encore été révisées et développer d'autres formations selon les besoins identifiés par le comité. Complété 60 %. Une des quatre formations offertes a été reconstruite en septembre 2024. Plusieurs ateliers de formation et outils développés de mars 2022 à février 2024.						
					[...]	[...]	[...]	[...]	[...]						
1c Poursuivre les efforts visant à soutenir les médiateur.trice.s dans leur pratique et visant à faire un suivi de la qualité des médiations.	Acceptée	Été 2025 et en continu par la suite	Présence de mécanisme visant à soutenir les médiateurs.	[...]	Maintenir le service de supervision pour les médiateurs participants au Projet pilote.	MIQ	NA	Réalisée	Un service de supervision a été mis sur pied pour les médiateurs au démarrage du Projet pilote. Les médiateurs doivent y recourir minimumement 3 heures. Le service est offert gratuitement. Les superviseurs documentent les informations pertinentes en lien avec la pratique de la médiation dans l'éventualité où la formation est retravaillée.						
					Développer une structure de codéveloppement	MIQ	Été 2025	En cours	Une structure de co-développement sera mise en place à l'été 2025 avec les médiateurs des Centres de justice de proximité pour les soutenir dans leur pratique de même qu'identifier les éléments pertinents à inclure dans les formations de base (lesquels pourraient être intégrés au comité réviseur des formations).						
1d Veiller à préparer un relève pour les médiateur.trice.s spécialisé.e.s embauché.e.s afin d'éviter le bris de service en cas par exemple d'absence ou de surcharge.	Acceptée	Avril 2027	Une relève aux médiateur.trice.s spécialisé.e.s est disponible dans toutes les régions participantes.	À noter que le MIQ dispose toujours d'une liste de médiateurs.trices formés dans le cadre du Projet pilote, lesquels peuvent accepter des mandats en cas de conflit d'intérêts, d'absence ou de surcharge des médiateurs.trices spécialisés.	Maintenir une liste à jour de médiateurs formés et prêts à agir.	MIQ	NA	Réalisée	[...]						
					Bonifier la formation offerte aux médiateurs dans le Projet pilote.	[...]	[...]	[...]	[...]						
2 Fournir des outils de formation autonomes, facilement accessibles qui pourraient prendre la forme de webinaires préenregistrés ou de capsules d'information et en faire une partie intégrante et obligatoire du processus d'accueil des nouveaux.elles employé.e.s des DPJ.	Acceptée	En continu	Le personnel DPJ est formé sur la démarche médiation et le matériel de formation est accessible en tout temps.	[...]	Ajouter la démarche de médiation dans le cadre de la formation sur les approches consensuelles prévue entre le 6ème et le 12ème mois d'intégration du nouvel employé	MSSS	Déploiement non annoncé	En cours	La formation sur les approches consensuelles est actuellement en rédaction.						
					Diffusion de dépliants informatifs dans les établissements participants au PMPJ. Diffusion d'affiches informatives dans les établissements participants au PMPJ. Diffusion de la trousse d'informations PMPJ dans les établissements participants au PMPJ. Capsules d'informations (une capsule a été développée dans la Capitale-Nationale afin de former les intervenants à la médiation en protection de la jeunesse).	MSSS	En continu	En cours	[...]						
3a Mieux définir le rôle des supérieur.e.s DPJ concernant la sélection des dossiers et la supervision clinique.	Acceptée	En continu	Les supérieurs DPJ participent à l'identification et la sélection des dossiers	[...]	Directive de l'établissement à l'effet que les superviseurs contribuent à l'identification des dossiers propices à la médiation lors des supervisions cliniques	MSSS	En continu	En cours	Des indications des DPJ auprès des gestionnaires, réviseurs, spécialistes en activités cliniques sont réalisées de manière continue concernant la promotion du PMPJ et l'identification de dossiers. Des rencontres sont organisées entre les porteurs de projet et les différents gestionnaires DPJ.						
					[...]	[...]	[...]	[...]	[...]						
3b Mettre en place des mesures de transfert des compétences leur permettant de prendre à leur compte un rôle de soutien auprès des intervenant.e.s et d'assumer leur rôle concernant la sélection des dossiers.	Acceptée avec modification	En continu	Les supérieurs DPJ sont en mesure de soutenir les intervenants dans la sélection des dossiers	[...]	Formation et soutien en continu par le biais de différents moyens (tournée des équipes par le responsable de projet établissement et le médiateur CJP, soutien de la part du responsable de projet, formation PAOJ)	MSSS	En continu	En cours	[...]						
					[...]	[...]	[...]	[...]	[...]						
3c Mettre en place une démarche permettant de mieux comprendre les insatisfactions chez les supérieur.e.s DPJ.	Acceptée	D'ici décembre 2025	Connaitre les insatisfactions chez les supérieurs DPJ	[...]	Les DPJ organisent une démarche consultative auprès des gestionnaires, afin de mieux comprendre les insatisfactions chez ceux-ci.	MSSS	D'ici décembre 2025	Non débutée	[...]						
					[...]	[...]	[...]	[...]	[...]						
					Finalisation de l'embauche de médiateurs.trices spécialisés au sein des Centres de justice de proximité dans les régions où le Projet pilote est déployé.	MIQ	Automne 2025	En cours	LES MÉDIATEURS TRICES SPÉCIALISÉS AU SEIN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ ONT ÉTÉ EMBAUCHÉS afin d'offrir la médiation en protection de la jeunesse et développer le Projet pilote localement dans les Centres de justice de proximité de Québec et Chaudière-Appalaches (septembre 2024), de Laval-Laurentides-Lanaudière (août 2024), de la Montérégie (mai 2025) et il est envisagé de faire une embauche à l'automne 2025 au sein du Centre de justice de proximité de l'Estrie. 85 % complété. Une seule embauche restante pour que toutes les régions offrant le PMPJ soient pourvues d'un médiateur.trice spécialisé.e. En attente d'une approbation du MSSS pour aller de l'avant.						

4	Assurer un meilleur contrôle des délais en mettant en place des mesures favorisant par exemple la disponibilité des acteurs concernés par la médiation en temps opportun.	Acceptée	Avril 2027	Diminuer les délais liés au processus de médiation.	(...)	Ouverture progressive de postes de représentants de l'enfant dédiés au PMPJ dans les BA où le Projet pilote est offert.	MIQ	Avril 2027	En cours	Financement de postes d'avocats à l'aide juridique jeunesse. Les districts de Québec et de Saint-Jérôme disposent d'un avocat dédié au PMPJ, cette mesure pourra assurer le maintien de ces postes et le développement progressif de d'autres postes dans les districts où le PMPJ est déployé.
						Permettre le consentement verbal des parents et de l'enfant âgé de 14 et plus, lorsque le dossier est référé vers la médiation, afin d'agir sur les délais associés au consentement écrit en début de processus.	MSSS et MIQ	Automne 2025	En cours	Des discussions sont en cours avec les partenaires judiciaires avant de pouvoir aller des livants. Ensuite, un document d'attestation de l'intervenant DPJ devra être développé en collaboration afin d'attester que celui-ci a colligé le consentement des familles dans le respect de l'article 8 de la LSSSS. En attente d'approbation du MIQ.
5a	Offrir aux familles le choix de tenter ou non une médiation lorsqu'un dossier est admissible et qu'il n'y a pas de contre-indication clinique liée à l'application des considérations de prudence définies par le service.	Acceptée	D'ici juin 2026	Offrir la médiation aux familles lorsque proposée ou lorsque le délai de Cour sont de plus de trois mois	(...)	Rédaction d'un cadre de référence sur la médiation en protection de la jeunesse.	MIQ et MSSS	D'ici juin 2026	Non débütée	Uniformiser la pratique et transmettre des balises claires
						Mise en place de la trajectoire d'analyse systématique de référencement dans l'ensemble des régions	MSSS et établissements	D'ici juin 2026	En cours	Que le DPJ propose de façon systématique la médiation en protection de la jeunesse (sous réserve des critères d'exclusion) et de l'appréciation clinique des DPJ aux familles qui sont dans l'attente d'une audience au tribunal, lorsque celle-ci est prévue dans plus de 3 mois en fournissant les dossiers qui sont les plus éloignés de la date au fond, lorsque possible et indiqué;
5b	Offrir la médiation aux familles assez tôt dans le cheminement des dossiers, et au besoin, mettre en place des aménagements afin d'éviter de pénaliser les familles lorsque le délai d'audition est inférieur à la durée médiane d'une médiation	Acceptée	D'ici juin 2026	Offrir la médiation aux familles lorsque le délai de Cour sont de plus de trois mois et que les critères d'admissibilités sont répondus	(...)	Rédaction d'un cadre de référence sur la médiation en protection de la jeunesse.	MIQ et MSSS	D'ici juin 2026	Non débütée	Uniformiser la pratique et transmettre des balises claires
						Mise en place de la trajectoire d'analyse systématique de référencement dans l'ensemble des régions	MSSS et établissements	D'ici juin 2026	En cours	Que le DPJ propose de façon systématique la médiation en protection de la jeunesse (sous réserve des critères d'exclusion) et de l'appréciation clinique des DPJ aux familles qui sont dans l'attente d'une audience au tribunal, lorsque celle-ci est prévue dans plus de 3 mois en fournissant les dossiers qui sont les plus éloignés de la date au fond, lorsque possible et indiqué;
6	Améliorer les outils et les processus de collecte afin d'obtenir des données uniformes et de qualité sur le processus de médiation, allant de la sélection des dossiers jusqu'aux effets cliniques à court et moyen termes	Acceptée	Avril 2027	Les données de suivi uniformes et de qualité sont disponibles. Planification du déploiement du PMPJ à moyen long terme.	(...)	Mise à jour et actualisation de l'outil de collecte de données. Directives ou instructions quant à la manière de colliger les données. Directeur quant au suivi des données des dossiers analysés, proposés et relayés par le DPJ. Développement et guide d'utilisation de l'onget RIU(MV)/PMPJ	MIQ et MSSS	D'ici l'hiver 2026	En cours	Des rencontres ont eu lieu entre le MIQ et les médiateurs CIP afin d'actualiser leurs outils. Une rencontre est à venir avec les charges de projet DPJ. Ensuite, l'automatisation de l'outil sera à prévoir.
						Entamer une recherche afin d'étudier plus clairement les impacts de la médiation sur l'intervention auprès des familles et mesurer les effets des plus récentes modifications au projet pilote, lesquelles n'ont pas été prises en considération dans l'évaluation.	MIQ et MSSS	D'ici l'hiver 2026	Non débütée	(...)
						Mis en place des actions proposées dans ce plan d'action afin de consolider le projet dans les régions où il est déployé, puis élaboration d'un plan de déploiement progressif dans de nouvelles régions.	MIQ et MSSS	Avril 2026	En cours	Consolidation du PMPJ dans les régions où il est déployé, puis un plan de déploiement progressif dans de nouvelles régions pourra être élaboré en collaboration à partir d'avril 2026.